

DÉCISION EL 99-042
DU 28 AVRIL 1999

IDOHOU Robert

La Cour constitutionnelle,

- VU** la Constitution du 11 décembre 1990 ;
- VU** la Loi organique n°91-009 du 04 mars 1991 sur la Cour constitutionnelle;
- VU** la Loi n°98-034 du 15 janvier 1999 portant règles générales pour les élections en République du Bénin ;
- VU** la Loi n°99-015 du 12 mars 1999 modifiant et complétant la Loi n°98-034 du 15 janvier 1999 portant règles générales pour les élections en République du Bénin ;
- VU** la Loi n°94-015 du 27 janvier 1995 définissant les règles particulières pour l'élection des membres de l'Assemblée nationale ;
- VU** la Loi n°98-036 du 15 janvier 1999 portant. modification de la Loi n°94-015 du 27 janvier 1995 définissant les règles particulières pour l'élection des membres de l'Assemblée nationale ;
- VU** la Loi n°99-016 du 12 mars 1999 modifiant et complétant la Loi n°98-036 du 15 janvier 1999 définissant les règles particulières pour l'élection des membres de l'Assemblée nationale ;
- VU** le Décret n° 99-021 du 22 janvier 1999 portant convocation du corps électoral pour l'élection des membres de l'Assemblée nationale ;
- VU** le Décret n° 99-124 du 05 mars 1999 portant modification du Décret n° 99-021 du 22 janvier 1999 portant convocation du corps électoral pour l'élection des membres de l'Assemblée nationale ;
- VU** le Règlement intérieur de la Cour constitutionnelle ;

Ensemble les pièces du dossier ;

Oùï le Professeur Alexis HOUNTONDJI en son rapport ;

Après en avoir délibéré,

Considérant que par requête du 29 mars 1999 enregistrée au Secrétariat général de la Cour constitutionnelle le 02 avril 1999 sous le numéro 0666/0037/EL, Monsieur Robert IDOHOU expose que « certaines formations politiques veulent tout mettre en œuvre pour faire passer leurs candidats en usant de toutes les pratiques déloyales et antidémocratiques, tant pendant la période électorale que le jour du vote » à BANTE ; qu'il estime que ces pratiques sont contraires à la loi ;

Considérant qu'aux ternies des dispositions de l'article 55 alinéas 1 et 2 de la Loi n° 91-009 du 04 mars 1991 portant loi organique sur la Cour constitutionnelle, « *L'élection d'un député peut être contestée devant la Cour constitutionnelle **durant les dix (10) jours qui suivent la proclamation des résultats définitifs du scrutin.***

Le droit de contester une élection appartient à toutes les personnes inscrites sur les listes électorales de la circonscription dans laquelle il a été procédé à l'élection, ainsi qu'aux personnes qui ont fait acte de candidature » ;

Considérant que la requête susvisée a été enregistrée au Secrétariat général de la Cour le 02 avril 1999, avant la proclamation. le 10 avril 1999 par la Cour constitutionnelle, des résultats définitifs des élections législatives du 30 mars 1999 ; que. dès lors, elle est prématurée et doit être déclarée irrecevable ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}.- La requête de Monsieur Robert IDOHOU est irrecevable.

Article 2.- La présente décision sera notifiée à Monsieur Robert IDOHOU et publiée au *Journal officiel*.

Ont siégé à Cotonou, le vingt-huit avril mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf,

Madame	Conceptia D. OUINSOU	Président
Messieurs	Lucien SEBO	Vice-président
	Maurice GLELE AHANHANZO	Membre
	Alexis HOUNTONDJI	Membre
	Hubert MAGA	Membre
	Jacques D. MAYABA	Membre

Le Rapporteur,
Professeur Alexis HOUNTONDJI

Le Président,
Conceptia L. D. OUINSOU